

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 14/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES CHASSE**

CHEMIN DES MASSES

BP 9

44850 Saint-Mars-du-Désert

Références : N1-2024-164-Rapport

Code AIOT : 0006301346

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2024 dans l'établissement CARRIERES CHASSE implanté Le Gros Buisson 44320 Saint-Viaud. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES CHASSE
- Le Gros Buisson 44320 Saint-Viaud
- Code AIOT : 0006301346
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière du Gros Buisson est une carrière de roches massives qui comporte également une installation de traitement des matériaux. La production annuelle autorisée est de 290 000 tonnes par an en moyenne et 400 000 tonnes par an au maximum.

La carrière est également autorisée à accueillir des déchets inertes extérieurs pour le remblaiement partiel de la fosse d'extraction.

Lors de la visite, les installations suivantes ont été visitées :

- zone de remblaiement,
- atelier,
- clôture au sud et à l'ouest du site.

Thèmes de l'inspection :

- Suites des visites précédentes,
- Acceptation de déchets inertes,
- Suivis environnementaux (rejets d'eaux, bruit, vibrations, retombées de poussières).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modification des installations de traitement des matériaux	Code de l'environnement du 06/01/2020, article L181-14	Demande d'action corrective	
11	Déchets inertes - Contrôle des apports de déchets	Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5	Demande d'action corrective	
12	Déchets inertes - Registre d'admission	Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
13	Mise en œuvre des remblais	Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5	Demande d'action corrective	
15	Mesure d'eau de remblais	Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 6	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.4.5	Sans objet
3	Interdiction d'accès au site	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.3.1	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.3.3.2	Sans objet
5	Stockage de la cuve de carburant mobile	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 3.2.2-V	Sans objet
6	Valeurs limites de vibration et surpression acoustique	Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 3.6.2.3	Sans objet
7	Déchets inertes - quantités	Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5	Sans objet
8	Déchets inertes - types de déchets	Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	acceptés		
9	Déchets inertes - Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5	Sans objet
10	Déchets inertes – Document préalable	Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5	Sans objet
14	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5	Sans objet
16	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 3.2.5	Sans objet
17	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 3.5.4	Sans objet
18	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet la mise en place d'une installation de lavage de sables.

L'exploitant doit assurer un contrôle des apports de déchets inertes lors du déchargement de chaque camion et avant le départ de celui-ci du site. Il doit maintenir une vigilance sur la qualité des déchets apportés sur le site et refuser les apports qui n'ont pas été suffisamment triés avant d'arriver sur le site.

L'exploitant doit apporter des justificatifs sur des apports de déchets (voir point de contrôle n° 12).

Concernant la surveillance de la stabilité de la zone en cours de remblaiement, l'exploitant doit mettre en place une traçabilité plus fréquente des contrôles réalisés.

Un outil doit être mis en place pour détecter simplement une évolution des résultats des mesures des eaux ruisselant dans et sur les remblais ou des résultats anormaux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Modification des installations de traitement des matériaux

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/01/2020, article L181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.  En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L181-32.
<b>Constats :</b>

Lors de la visite, il a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées la mise en service d'une installation de lavage des sables.

La mise en service de cette installation n'a pas été portée à la connaissance du préfet avec les informations permettant de déterminer s'il s'agit d'une modification notable ou substantielle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit **porter à la connaissance du préfet la mise en service de l'installation de lavage de sables** conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Le porter à connaissance doit indiquer les modifications apportées au tableau de classement du site (rubriques ICPE et rubriques IOTA). Il doit également préciser les dangers ou inconvénients supplémentaires liés à l'exploitation de cette installation pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement. Les informations relatives aux prélèvements, à la consommation, à la réutilisation et aux rejets d'eau devront notamment être détaillées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N°2 : Plan d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.4.5

**Thème(s) :** Autre, Plan d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Un plan d'échelle minimale de 1/1250e de l'exploitation est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement),
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation),
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire :

- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et remises en état et la nature du réaménagement effectué,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter,
- la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux,
- la localisation des pistes et accès.

Un exemplaire de ce plan est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le dernier plan d'exploitation a été transmis préalablement à l'inspection (décembre 2023). Ce plan n'appelle pas de remarque particulière.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est recommandé de **préciser la date du lever topographique** sur le plan.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N°3 : Interdiction d'accès au site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès au site

**Prescription contrôlée :**

L'accès à l'exploitation est interdit au public. Pour cela, le périmètre est solidement clôturé et les accès sont fermés par des portails.

**Constats :**

Constat du 11/03/2022 : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la clôture est dégradée et permet l'accès au site en trois endroits au niveau de la zone ouest du périmètre, notamment au niveau du portail secondaire

Constat du 05/02/2024 : la clôture a été contrôlée au sud et à l'ouest du site. Quelques trous d'animaux ont été constatés. Cependant, la végétation est suffisamment dense pour jouer le rôle de clôture naturelle et limiter l'accès au site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N°4 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.3.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Les moyens de lutte contre l'incendie sont reportés sur un plan tenu à jour.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont immédiatement disponibles : leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres.

**Constats :**

Constat du 11/03/2022 : Le plan des moyens de lutte contre l'incendie n'est pas à jour suite au déménagement récent de l'atelier. A l'atelier, les panneaux localisant les extincteurs n'étaient pas installés.

Constat du 05/02/2024 : Le plan des moyens de lutte contre l'incendie au niveau des nouveaux locaux est affiché. Il a été constaté la présence des panneaux localisant les extincteurs dans le réfectoire et à l'atelier.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N°5 : Stockage de la cuve de carburant mobile

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 3.2.2-V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Pollution des eaux

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une

capacité de rétention.
<b>Constats :</b>  Constat du 11/03/2022 : La cuve mobile de carburant, destinée au ravitaillement de la pelle en fond de fouille, était stockée sur l'aire étanche de la station service. Cette cuve n'était pas placée sur rétention et l'exploitant n'était pas en mesure de préciser si la cuve était équipée d'une double paroi et, dans l'affirmative, le moyen de vérifier que la double paroi était bien fonctionnelle.  Constat du 05/02/2024 : La cuve mobile de carburant est placée dans une rétention couverte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°6 : Valeurs limites de vibration et surpression acoustique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 3.6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tirs de mines
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. De plus, sur l'année civile, seuls 2 tirs peuvent être à l'origine de vibrations supérieures à 8 mm/s et seuls 5 tirs peuvent être à l'origine de vibrations supérieures à 5 mm/s. Par ailleurs, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires.
<b>Constats :</b>  Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la synthèse des résultats des mesures de vibration et de surpression acoustique réalisées en 2022 (17 tirs), 2023 (7 tirs) et 2024 (1 tir jusqu'au 22/01/2024). Pour l'ensemble de ces tirs, un seul résultat de vibration solidienne est supérieur à 5 mm/s tout en restant inférieur à 8 mm/s (5,36 mm/s mesuré le 29/03/2022). Après le 29/03/2022, la valeur maximale de vibration est de 3,19 mm/s. La surpression acoustique maximale mesurée sur la période est de 118,5 dB.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°7 : Déchets inertes - quantités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne devra pas dépasser 30 000 tonnes par an en moyenne et 50 000 tonnes par an au maximum.
<b>Constats :</b>  Dans sa déclaration GEREP, l'exploitant a indiqué avoir accepté 35 000 tonnes de déchets inertes extérieurs en 2022. Lors de la visite du 05/02/2024, l'exploitant a indiqué avoir accepté environ 36 000 tonnes par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N°8 : Déchets inertes - types de déchets acceptés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Les seuls déchets admissibles pour le remblaiement du site sont les déchets inertes suivants : [tableau]
<b>Constats :</b>  La zone de déchargement des déchets inertes extérieurs a été contrôlée. Les apports présents sur la zone respectent globalement les types de déchets admissibles. Un tas comportait cependant de petites croûtes d'enrobés (taille de la main environ), quelques racines et des morceaux de filet en plastique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit <b>veiller à ce que les déchets apportés pour remblaiement sur le site aient fait l'objet d'un tri préalable</b> selon les meilleures technologies disponibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N°9 : Déchets inertes - Procédure d'acceptation préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne remplissent aucune des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement[...];</li> <li>- déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;</li> <li>- déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;</li> <li>- déchets non pelletables ;</li> <li>- déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;</li> <li>- déchets radioactifs.</li> </ul> Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article 2.5.3, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li> <li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés, y compris pour les apports ponctuels ;</li> <li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li> </ul> Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article 2.5.3, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres



définis en annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 [...].

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a fait une démonstration de l'application utilisée pour gérer la procédure d'acceptation préalable. Cette application permet aux producteurs de déchets de préciser les informations relatives à ces déchets, notamment la localisation GPS et à la parcelle, le type de déchets, l'indication sur une activité polluante passée (l'outil permet de joindre le cas échéant, les résultats d'analyses réalisées sur les déchets), l'indication que les déchets ne relèvent pas des critères d'exclusion.

Si la demande concerne des enrobés, l'absence d'analyse de goudron ou d'amiante s'affiche lors de la consultation de cette demande par l'agent de bascule, chargé d'accepter ou non les déchets concernés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°10 : Déchets inertes – Document préalable**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs

**Prescription contrôlée :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

**Constats :**

Le document préalable est géré sur une application. Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis une sortie papier d'un exemple de document préalable complété sur l'application. L'ensemble des informations prévues doivent être complétées par le producteur de déchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°11 : Déchets inertes - Contrôle des apports de déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs

**Prescription contrôlée :**

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille.

L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;
- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;

- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;
- la décision d'acceptation de mise en remblai ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article 2.5.7 ;
- le départ du véhicule de transport des apports après autorisation de mise en remblai des matériaux déchargés. [...]

**Constats :**

Lors de la visite, l'agent de bascule, chargé du contrôle visuel à l'entrée sur le site, et le chauffeur d'engin chargé du contrôle visuel sur la plate-forme de déchargement des déchets ont été interrogés.

L'agent de bascule indique réaliser le contrôle du dessus du chargement à l'aide de la caméra dont le bon fonctionnement a pu être constaté lors de la visite.

Le chauffeur d'engin indique que le deuxième contrôle visuel n'est pas systématiquement réalisé lors du déchargement de chaque camion, en fonction des autres tâches qui lui sont attribuées. En cas d'identification de matériaux indésirables, ceux-ci sont directement rechargés dans le camion si celui-ci est toujours sur le site. Si le camion n'est plus sur le site, le producteur de déchets est rappelé pour revenir chercher les matériaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Le deuxième contrôle doit être réalisé lors de chaque déchargement.** Le camion qui apporte les déchets inertes ne peut quitter le site que lorsque ce contrôle a été réalisé et qu'il n'a pas conduit à identifier la présence de matériaux indésirables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N°12 : Déchets inertes - Registre d'admission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code déchet) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 2.5.6 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission sera enregistré sur un registre spécifique.

Le registre de refus est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant d'extraire de son logiciel le registre d'admission des déchets inertes pour le mois de janvier 2024.

L'examen de ce fichier après l'inspection montre que les informations relatives à la date de réception, la quantité acceptée, la localisation du chantier (coordonnées GPS et parcelle cadastrale), les noms et coordonnées du producteur de déchets et des différents intermédiaires, le numéro de bordereau de suivi de déchets sont présents et complétés, à l'exception de quelques chantiers.

La nature et le code déchets sont bien prévus dans le fichier. Cependant, aucune information ne figure dans le document reçu.

L'exploitant indique que le fait d'accepter les déchets sur le site tient lieu d'accusé d'acceptation des déchets et de résultat de contrôle visuel conforme.

Les refus des apports de déchets sont enregistrés sur le logiciel de l'exploitant. Le motif du refus est indiqué.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le registre comporte bien une colonne pour le code déchet et sa dénomination usuelle mais les cases sont vides. Il est demandé à l'exploitant de **mettre en place l'organisation ou les outils pour que ces informations figurent au registre.**

Dans le registre de janvier 2024, quelques lignes sont partiellement complétées. Il manque l'indication de la localisation géographique du chantier de provenance des matériaux apportés (lignes 75, 81, 82, 83, 152). Il est demandé à l'exploitant de **mettre en place l'organisation ou les outils pour que ces informations figurent au registre** et de **transmettre à l'inspection des installations classées les demandes d'acceptation préalable correspondant à ces chantiers.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**N°13 : Mise en œuvre des remblais**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure que les personnes présentes dans l'emprise de l'établissement se trouvent en dehors de secteurs susceptibles de mouvement de terrains (sommet et pied de remblaiement en cours). Une signalisation adaptée est mise en place ainsi qu'un dispositif interdisant l'accès.

Les remblais sont mis en place au sein de l'excavation, sur la parcelle ZB 336. Ils sont mis en place conformément aux plans de phasage figurant en annexe. La côte finale maximale des remblais ne dépassera pas - 8 m NGF, à l'exception de la plate-forme des installations de traitement qui sera remblayée jusqu'à une côte comprise entre 2 et 4 m NGF.

L'exploitant définit dans une consigne spécifique les modalités de mise en œuvre des remblais (pente, gestion des eaux..) notamment afin d'en assurer la stabilité pendant et après l'exploitation. Cette consigne est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lors des phases de déversement des déchets inertes en contrebas, ces déchets doivent être

déversés dans l'excavation à partir d'une zone de déchargement sécurisée. L'exploitant prend toutes les dispositions pour éviter les risques de chutes des engins de déchargement dans l'excavation.

Lors du poussage, l'exploitant maintient en permanence un cordon de matériaux de largeur suffisante entre la rupture de pente et l'engin. [...]

Un contrôle régulier de la stabilité des remblais devra être réalisé, en particulier après des périodes de gel ou de fortes pluies ou d'un arrêt de travail prolongé. Une traçabilité de ce contrôle sera mise en œuvre.

#### **Constats :**

Lors de la visite, il a été constaté que le pied de remblai s'appuie sur une digue qui permet d'améliorer la stabilité de la verse et empêche les personnes de s'approcher du pied de la zone de remblaiement. Au niveau de l'Est de la plate-forme de déchargement, des merlons et un panneau interdisent l'approche d'une zone instable où des fissures sont apparues suite à un épisode pluvieux. Le déchargement et le poussage des matériaux se font actuellement sur la partie ouest de la plate-forme, en attendant la stabilisation de la zone instable. La plate-forme de déchargement est dédiée à la réception des déchets inertes.

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le support de formation d'avril 2023 relatif à la stabilité des zones de remblais. Ce document décrit notamment l'importance de la pente de la zone de poussage des déchets et de la gestion des eaux pour assurer la stabilité des matériaux mis en place. Ce document décrit également les modalités de maintien d'une zone de déchargement sécurisée pour les camions qui apportent des déchets.

Ce document a été rédigé et la sensibilisation a été effectuée suite à un glissement de remblais après une période de fortes pluies. L'analyse des causes a notamment conduit l'exploitant à dériver une arrivée d'eaux qui était antérieurement dirigée vers la zone de déblais. La plate-forme de déchargement est également maintenue avec une pente en direction des remblais suivant l'une des recommandations du guide de la CARSAT Bretagne « Remblayage en sécurité en carrières ».

Le support de formation prévoit le contrôle des signes d'instabilité chaque matin au niveau de la zone de déchargement. Cependant, il n'est pas réalisé de traçabilité de ce contrôle. Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le registre du 17/01/2024 d'examen de la stabilité des fronts et des remblais. Ce registre est réalisé à une fréquence annuelle.

Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'apports de remblais.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Une **traçabilité des contrôles doit être mise en place, à une fréquence supérieure** à la fréquence annuelle actuellement réalisée pour cette traçabilité. En particulier, une traçabilité du contrôle est nécessaire après chaque période d'arrêt d'activité (ex : le week-end) ou après des périodes de fortes pluies ou de gel.

En particulier, la traçabilité du glissement de mars 2023 et de l'apparition de la zone instable constatée le jour de la visite d'inspection, et des actions mises en place pour prévenir les risques liés à cette instabilité, aurait dû être réalisée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

#### N°14 : Gestion des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un fossé en pied de remblai afin de recueillir les eaux de ruissellement de la zone de remblai. Ce fossé est isolé du reste de la carrière par un merlon. Les eaux ainsi recueillies s'écoulent vers un point de prélèvement en surprofondeur puis sont dirigées vers le bassin de pompage des eaux d'exhaure en fond d'excavation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place une digue au pied de la zone de remblaiement, pour améliorer la stabilité du remblai. Les eaux de ruissellement des remblais s'écoulent au travers des matériaux drainants mis en place dans le merlon et rejoignent le bassin des eaux d'exhaure en fond d'excavation. Compte-tenu de la taille du site, il n'est plus possible de maintenir un point de prélèvement des eaux de ruissellement des remblais avant que ces eaux rejoignent le bassin des eaux d'exhaure. La prescription n'est plus adaptée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°15 : Mesure d'eau de remblais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une mesure semestrielle de la qualité des eaux de ruissellement de la zone de remblais. Le prélèvement est réalisé au niveau du point décrit à l'article 2.5.9. Les paramètres mesurés sont les suivants : pH, demande chimique en oxygène, hydrocarbures, conductivité, arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, selenium, zinc, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT, fraction soluble, BTEX, PCB, HAP. L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis préalablement à la visite d'inspection les rapports des analyses réalisées par Inovalys en juin et décembre 2023 (prélèvement dans le bassin des eaux d'exhaure) ainsi que l'outil de suivi mis en place (saisie des résultats dans un tableur).  Les paramètres mesurés sont ceux demandés.  L'examen des résultats est aujourd'hui réalisé par des personnes qualifiées au sein de la société. Cependant, compte-tenu du nombre de paramètres, cet outil ne permet pas l'identification aisée d'une évolution ou de résultats anormaux (d'autant plus dans les prochaines années lorsque le nombre de résultats à analyser sera plus important).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre en place des <b>dispositions permettant de repérer facilement une évolution des résultats ou des résultats anormaux.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N°16 : Surveillance des rejets d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 3.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel. La surveillance des rejets porte a minima sur la mesure des paramètres listés à l'article 3.2.3.2 du présent arrêté, le débit et la modification de couleur du milieu récepteur selon une fréquence trimestrielle. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale. L'exploitant s'assure à une fréquence a minima annuelle que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie des séparateurs à hydrocarbures est inférieure à 10 mg/l avant nettoyage de l'équipement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis les quatre rapports d'analyses trimestrielles de 2023 réalisées par Inovalys sur les eaux rejetées ainsi que le rapport d'analyses réalisées en sortie de séparateur à hydrocarbures en décembre 2023.</p> <p>Concernant les eaux de rejet, il est constaté un dépassement en MES sur l'analyse du 08/12/2023. L'exploitant explique ce résultat par l'importance des pluies de novembre qui a empêché une décantation efficace des eaux. Il indique que les eaux de rejet ont alors été dirigées vers des bassins situés au nord du site et qu'elles ont été utilisées pour les besoins du site (lavage de sables, arrosage de piste). Aucun rejet n'a ensuite été réalisé jusqu'à récemment. Un nouveau prélèvement a été réalisé la semaine précédant la visite d'inspection.</p> <p>La mesure en sortie de séparateur est conforme. Le nettoyage du séparateur a été réalisé le 03/11/2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de <b>réaliser le prélèvement en sortie de séparateur avant le nettoyage annuel.</b></p> <p>Il est également demandé à l'exploitant de <b>transmettre dès réception le rapport d'analyse de rejet des eaux pour le prélèvement réalisé fin janvier 2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°17 : Mesures de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 3.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances sonores
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait procéder au moins tous les ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p>

Ces mesures sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier. Les mesures d'écoulements sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel.

Points de contrôle des écoulements :

- Lieu-dit « La Pordais »,
- Lieu-dit « La Maraiserie »,
- Lieu-dit « Le Moulin Cercleux »,
- Lieu-dit « La Tuterie »,
- Lieu-dit « La Ville en Bois » « Plein Air »
- Lieu-dit « La Cannelais »

Points de contrôle du niveau de bruit en limite de propriété (voir la carte de positionnement contenue dans l'étude d'impact) :

- Limite est,
- Limite sud-ouest,
- Limite nord-ouest

#### **Constats :**

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport des mesures réalisées le 24/05/2023 par SOCOTEC selon la méthode d'expertise.

Les résultats respectent les valeurs limites de bruit et d'écoulement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de **transmettre le rapport des mesures de bruits réalisées en 2022.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N°18 : Surveillance des retombées de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions de poussières

#### **Prescription contrôlée :**

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 3.3.6 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. [...]

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2003) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 3.3.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

#### **Constats :**

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les rapports des campagnes de mesures de retombées de poussières réalisées du 20/06 au 20/07/2022 et du 06/03 au 05/04/2023 par Socotec. Le rapport des mesures réalisées du 19/06 au 19/07/2023 a été consulté lors de la visite.

La fréquence semestrielle est adaptée par rapport aux résultats des campagnes précédentes. La

durée des campagnes est conforme.  
SOCOTEC fait référence à la norme NFX 43-014.  
Les résultats présentent la fraction soluble, la fraction insoluble et les retombées atmosphériques totales. Tous les résultats individuels sont inférieurs à la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite